

La politique du Parti socialiste européen...

lundi 27 avril 2009, par [SABADO François](#) (Date de rédaction antérieure : 26 avril 2009).

La crise provoque des changements, et peut-être des bouleversements dans la situation de la gauche et du mouvement ouvrier européen, mais. La politique du PSE-Parti Socialiste Européen-, celle de la social-démocratie restent dans leurs marques social-libérales.

Le Parti socialiste en France, au-delà de son opposition au sarkozysme, inscrit sa politique dans celle de la social démocratie européenne. Ses dirigeants ont en général soutenu les plans de sauvetage des banques tout en les jugeant insuffisants et en demandant des contreparties. Généralement, ils utilisent les références à la politique keynésienne, surtout quand ils sont dans l'opposition, pour les intégrer dans les politiques néo-libérales. Antony Giddens, le théoricien de la 3^e voie chère à Tony Blair, rejette quant à lui les thèses de Keynes qui seraient devenues caduques avec la globalisation capitaliste.

Pour chevaucher les oppositions et les résistances à la crise, les socialistes peuvent toutefois « gauchir » leur discours. Mais leurs positions de fond, synthétisées dans le *Manifeste du Parti socialiste européen* (PSE), confirment leur soutien à l'orientation de la construction européenne déployée ces dernières décennies, notamment au dernier en date des traités européens, celui de Lisbonne. Les plans de relance socialistes, présentés par Poul Nyrup Rasmussen – président du PSE – restent dans le flou. Ils peuvent se résumer ainsi : augmentation de l'investissement, soutien aux emplois existants, attention aux coûts sociaux de la crise, solidarité avec ceux sont en difficulté, régulation de la finance. En fait, ils s'inscrivent dans le cadre des travaux des cinq conseils européens des chefs d'État qui se sont réunis depuis l'été 2008. Ils se caractérisent par une série d'impasses sur les services publics, sur le salaire minimum européen, sur l'harmonisation des droits sociaux, sur les mesures nécessaires contre les plans de licenciements.

Le PS français ne revendique qu'une augmentation de 3 % du salaire minimum, soit une augmentation mensuelle de 30 euros nets, alors que les salariés de Guadeloupe et Martinique ont obtenu une augmentation de 200 euros. Les socialistes français sont loin du compte.

Le PSE se distingue des plans européens en vigueur en critiquant leur sous-dimensionnement et leurs rythmes, mais pas leurs finalités ni leurs objectifs. Il en est même réduit à faire pression sur les gouvernements pour qu'ils soutiennent les propositions du FMI. Les dirigeants de la Confédération européenne des syndicats ont rejoint ceux du PSE dans leurs critiques des plans de relance européens.

Or, des plans de relance qui ne restructurent pas les banques dans un service public unifié sous contrôle populaire, ne reviennent pas sur les privatisations, ne relancent pas les services publics, ne remettent pas radicalement en cause les traités en vigueur, bref qui ne renversent pas les rapports entre salaires et profits et ne remettent pas en cause la structure de la propriété, ne pourront bénéficier aux classes populaires.